

Les inscrits à France Travail dans l'Essonne au 2^e trimestre 2026

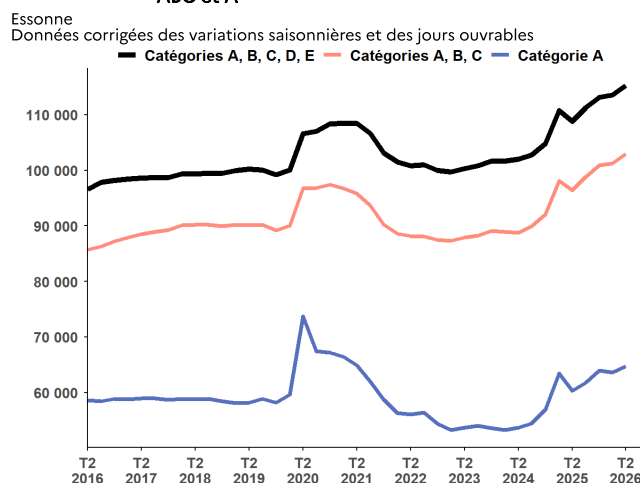
En moyenne au 2^e trimestre 2026, dans l'Essonne, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social s'établit à 115 280 (catégories A, B, C, D, E). Au 2^e trimestre 2026, au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 7 329 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute non corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables (non CVS-CJO)) et 11 204 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G, donnée brute (non CVS-CJO)).

En moyenne au 2^e trimestre 2026, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 102 940. Parmi eux, 64 730 sont sans emploi (catégorie A) et 38 200 exercent une activité réduite (catégories B, C).

Au 2^e trimestre 2026, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social (catégories A, B, C, D, E) croît de 1,5 % (+1 750) et croît de 6,0 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C croît de 1,7 % (+1 710) sur le trimestre et croît de 6,8 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A croît de 1,8 % (+1 140) ce trimestre et croît de 7,4 % sur un an.

En région Île-de-France, au 2^e trimestre 2026, le nombre moyen de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social augmente de 1,4 % (+16 140). Pour les catégories A, B, C il augmente de 1,6 % (+16 920). En catégorie A, il augmente de 1,5 % (+9 830) ce trimestre.

GRAPHIQUE 1 | Inscrits à France Travail en catégories ABCDE, ABC et A



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Avertissement

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales, les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, conformément aux recommandations d'un groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis), deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. Pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail durant la période de transition entre 2025 et 2027, des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont également mis à disposition. Enfin, conformément aux préconisations du groupe de travail du Cnis, certains publics inscrits administrativement sont uniquement enregistrés dans les flux d'entrées et de sorties des catégories statistiques sans pouvoir être comptabilisés en fin de mois au sein de ces catégories (cf. encadré 2).

Les évolutions du nombre d'inscrits à France Travail en 2025 et début 2026, y compris pour les séries complémentaires sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions en cas de manquement à leurs obligations. Pour éclairer l'évolution conjoncturelle du marché du travail, la Dares et France Travail ont estimé deux séries complémentaires corrigées sur le champ des catégories A et A, B, C hors nouveaux publics (bénéficiaires du RSA et jeunes accompagnés par les missions locales). Au deuxième trimestre 2026, en [Nom de la région], il est estimé qu'en l'absence de ces modifications, sur le champ des séries complémentaires, l'évolution trimestrielle du nombre moyen d'inscrits en catégorie A aurait été de +0,4 % après -1,9 % au premier trimestre et +2,7 % au quatrième trimestre. Pour les catégories A, B, C l'évolution au deuxième trimestre 2026 aurait été de +0,7 % après -1,1 % au premier trimestre et +0,9 % au quatrième trimestre.

Prochaine parution, le mercredi 28 octobre 2026 : Les inscrits à France Travail dans l'Essonne au 3^e trimestre 2026.

Inscrits à France Travail par catégorie

TABLEAU 1 | Inscrits à France Travail par catégorie

Essonne, données CVS-CJO (catégories A, B, C, D, E), données brutes (catégories F, G)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2025	1er trimestre 2026	2e trimestre 2026	un trimestre *	un an **
Essonne					
Inscrits en catégorie A (tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	60 270	63 590	64 730	1,8	7,4
Inscrits en catégorie B (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte)	12 280	13 050	13 320	2,1	8,5
Inscrits en catégorie C (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue)	23 830	24 580	24 880	1,2	4,4
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	96 380	101 230	102 940	1,7	6,8
Inscrits en catégorie D (sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi)	6 340	6 400	6 270	-2,0	-1,1
Inscrits en catégorie E (pourvus d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi)	6 070	5 910	6 070	2,7	0,0
Inscrits en catégories A, B, C, D, E	108 790	113 530	115 280	1,5	6,0
Inscrits en catégorie F (en parcours social, <u>données brutes</u>)	1 263	5 446	7 329	34,6	480,3
Inscrits en catégorie G (en attente d'une orientation, <u>données brutes</u>)	15 128	13 263	11 204	-15,5	-25,9
Région Île-de-France					
Inscrits en catégorie A (tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	647 960	673 600	683 430	1,5	5,5
Inscrits en catégorie B (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte)	151 860	157 620	160 960	2,1	6,0
Inscrits en catégorie C (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue)	236 880	241 820	245 570	1,6	3,7
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	1 036 690	1 073 040	1 089 960	1,6	5,1
Inscrits en catégorie D (sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi)	58 710	58 260	56 980	-2,2	-2,9
Inscrits en catégorie E (pourvus d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi)	52 280	51 580	52 080	1,0	-0,4
Inscrits en catégories A, B, C, D, E	1 147 680	1 182 880	1 199 020	1,4	4,5
Inscrits en catégorie F (en parcours social, <u>données brutes</u>)	13 491	49 516	76 660	54,8	468,2
Inscrits en catégorie G (en attente d'une orientation, <u>données brutes</u>)	172 568	154 380	112 565	-27,1	-34,8

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Avertissement sur l'évolution des règles d'actualisation et la mise en place du nouveau régime de sanctions

Le régime de sanctions évolue avec l'entrée en vigueur en juin 2025 du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations : ces sanctions prennent désormais la forme d'une suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail, ce qui entraîne une baisse des radiations des listes de France Travail.

En moyenne au 2e trimestre 2026, en [Nom de la région], le nombre de sorties des catégories A, B, C à la suite d'une radiation s'établit à 410 contre 6 790 en moyenne au 1er trimestre 2025.

Pour éclairer l'évolution conjoncturelle du marché du travail, la Dares et France Travail ont estimé deux séries complémentaires, corrigées des effets du décret sanction et des autres modifications intervenues depuis la mise en place de la loi pour le plein emploi, présentées dans l'éclairage de la publication nationale (page 9). Au deuxième trimestre 2026, en [Nom de la région], il est estimé qu'en l'absence de ces modifications, sur le champ des séries complémentaires, l'évolution trimestrielle du nombre moyen d'inscrits en catégorie A aurait été de +0,4 % après -1,9 % au premier trimestre et +2,7 % au quatrième trimestre. Pour les catégories A, B, C l'évolution au deuxième trimestre 2026 aurait été de +0,7 % après -1,1 % au premier trimestre et +0,9 % au quatrième trimestre.

Inscrits à France Travail par âge

TABLEAU 2 | Ensemble des catégories A, B, C et A par âge

Essonne, données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2025	1er trimestre 2026	2e trimestre 2026	un trimestre *	un an **
Ensemble des catégories A, B, C	96 380	101 230	102 940	1,7	6,8
Moins de 25 ans	14 290	15 300	15 440	0,9	8,0
Entre 25 et 49 ans	58 960	62 190	63 600	2,3	7,9
50 ans et plus	23 130	23 740	23 900	0,7	3,3
Ensemble de la catégorie A	60 270	63 590	64 730	1,8	7,4
Moins de 25 ans	10 050	10 670	10 780	1,0	7,3
Entre 25 et 49 ans	36 110	38 470	39 380	2,4	9,1
50 ans et plus	14 120	14 450	14 570	0,8	3,2

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Ancienneté en catégories A, B, C

TABLEAU 3 | Ancienneté⁽¹⁾ en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi

Essonne, données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2025	1er trimestre 2026	2e trimestre 2026	un trimestre *	un an **
Essonne					
Moins de 1 an	60 780	60 410	60 680	0,4	-0,2
Moins de 3 mois	24 170	23 370	24 080	3,0	-0,4
De 3 mois à moins de 6 mois	16 020	15 680	15 200	-3,1	-5,1
De 6 mois à moins de 12 mois	20 580	21 360	21 410	0,2	4,0
Un an ou plus	35 610	40 820	42 250	3,5	18,6
De 1 an à moins de 2 ans	18 320	22 110	22 700	2,7	23,9
De 2 ans à moins de 3 ans	7 220	7 920	8 480	7,1	17,5
3 ans ou plus	10 060	10 780	11 070	2,7	10,0
Inscrits en catégories A, B, C	96 380	101 230	102 940	1,7	6,8
Part des inscrits depuis 1 an ou plus ⁽²⁾	36,9 %	40,3 %	41,0 %	0,7 pt(s)	4,1 pt(s)
Région Île-de-France					
Inscrits en catégories A, B, C	1 036 690	1 073 040	1 089 960	1,6	5,1
Un an ou plus	442 300	481 640	493 700	2,5	11,6
Part des inscrits depuis 1 an ou plus ⁽²⁾	42,7 %	44,9 %	45,3 %	0,4 pt(s)	2,6 pt(s)

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

⁽¹⁾L'ancienneté en catégories A, B, C est mesurée sur le trimestre par le nombre de jours où la personne a été inscrite de façon continue en catégories A, B, C. Une sortie d'au moins un jour de ces catégories réinitialise l'ancienneté.

D'autres indicateurs, tels que le nombre de personnes inscrites en catégorie A un certain nombre de mois sur une période donnée, peuvent éclairer d'autres dimensions de l'ancienneté ou de la récurrence sur les listes de France Travail dans ces catégories.

⁽²⁾La part des inscrits depuis 1 an ou plus est arrondie au dixième près. En conséquence, les évolutions affichées dans le tableau peuvent différer de celles calculées à partir des données arrondies.

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Entrées et sorties de catégories A, B, C

TABLEAU 4 | Entrées et sorties de catégories A, B, C

Essonne, données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2025	1er trimestre 2026	2e trimestre 2026	un trimestre *	un an **
Essonne					
Entrées en catégories A, B, C	15 540	19 000	20 150	6,1	29,7
Sorties de catégories A, B, C	15 840	18 800	19 500	3,7	23,1
Région Île-de-France					
Entrées en catégories A, B, C	140 260	181 990	202 490	11,3	44,4
Sorties de catégories A, B, C	147 150	180 830	199 430	10,3	35,5

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

ENCADRÉ 1 • STMT et catégories statistiques des inscrits à France Travail

La statistique du marché du travail (STMT)

La STMT est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle porte sur tous les inscrits, entrés ou sortis des listes de France Travail un mois donné.

En application de la [loi pour le plein emploi](#) du 18 décembre 2023, certains publics sont inscrits systématiquement sur les listes de France Travail à partir du 1^{er} janvier 2025 : les demandeurs et bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les Missions locales (en Contrat d'Engagement Jeune ou en Parcours Contractualisé d'accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi. Les statistiques sur les inscrits à France Travail s'adaptent à ce nouveau contexte (plus de détails sur le [site de la Dares](#)).

Les catégories statistiques des inscrits à France Travail

La Dares et France Travail présentent, à des fins d'analyse statistique les données sur les inscrits à France Travail selon les catégories suivantes :

- catégorie A : inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : inscrits tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins sur un mois) ;
- catégorie C : inscrits tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures sur un mois) ;
- catégorie D : inscrits non immédiatement disponibles, non tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie E : inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi.

S'y ajoutent, à partir de 2025, suivant les recommandations du rapport du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis), deux nouvelles catégories :

- catégorie F, dédiée aux personnes les plus éloignées de l'emploi orientées vers un parcours à vocation d'insertion sociale ;
- catégorie G, dite d'attente, qui regroupe les bénéficiaires et les demandeurs du RSA en attente d'orientation.

Ces deux catégories sont présentées en données brutes tant que le recul temporel n'est pas suffisant pour réaliser des corrections de variations saisonnières et de jours ouvrables.

Actualisation des nouveaux publics

Les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales, les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi orientées en parcours d'accompagnement professionnel ou socio-professionnel, sont invités à s'actualiser mensuellement. Si ces personnes n'ont pas de droit ouvert à une indemnisation du chômage par France Travail, et qu'elles sont enregistrées comme accompagnées par un organisme autre que France Travail (par exemple une mission locale), elles restent inscrites administrativement sur les listes même en l'absence d'actualisation.

Conformément aux recommandations du [groupe de travail du Conseil national de l'information statistique \(Cnis\)](#), si ces dernières ne s'actualisent pas, elles ne sont pas comptabilisées dans les catégories statistiques d'inscrits A,B,C,D,E en fin de mois mais sont enregistrées dans les flux d'entrées et de sorties des catégories statistiques. Au sein de la publication, ces personnes qui réalisent des défauts d'actualisation sont enregistrées sous le motif : « Autres motifs ».

ENCADRÉ 2 • Eléments de méthode et chômage au sens du BIT

Eléments de méthode

Dans toute la publication, les résultats présentés sont des moyennes trimestrielles : les effectifs ou les flux pour les trois mois du trimestre considéré sont sommés puis divisés par trois. Les données de la STMT étant exhaustives, il n'existe pas, comme pour des données d'enquête, d'incertitude liée à l'échantillonnage. Une [documentation méthodologique](#) présente plus en détail la STMT.

Pour interpréter les variations trimestrielles d'un point de vue conjoncturel, il est nécessaire de neutraliser les mouvements récurrents et mécaniques liés à la saisonnalité et aux jours ouvrables ; les séries brutes sont donc corrigées des effets des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO). Les variations des séries CVS issues de la STMT peuvent refléter la tendance de moyen terme, principalement liée aux évolutions du marché du travail et à la conjoncture économique, ou des chocs ponctuels, dont les sources peuvent être variées (modifications dans la gestion des listes des inscrits par France Travail ou dans les comportements d'inscription, chocs ponctuels du marché du travail, imprécisions dans l'estimation des corrections des variations saisonnières, ...). Parmi ces chocs ponctuels certains incidents et changements de procédure ont pu avoir un impact significatif sur les séries d'inscrits à France Travail. Un [document](#) présente les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques de demandeurs d'emploi depuis 2011.

Chômage au sens du BIT

Les données publiées concernent les personnes inscrites à France Travail. Le champ des inscrits à France Travail et la distinction avec le chômage au sens du BIT sont précisés dans une documentation sur le [site internet de la Dares](#). Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee. Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui :

- (i) n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence,
- (ii) est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et
- (iii) a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois.

Pour en savoir plus

Les principales statistiques sur les inscrits à France Travail sont accessibles sur le site internet de la Dares via une [datavisualisation](#) et l'ensemble des données relatives à ces inscrits est accessible en [Open Data](#).

L'ensemble des documents relatifs aux données sur les inscrits à France Travail est disponible sur les sites internet de la [Dares](#) et de [France Travail](#).